

L'Institut wallon de l'évaluation,
de la prospective et de la statistique



LES NOUVELLES DES POSSIBLES

Notes de veille prospective de l'IWEPS

DÉCEMBRE 2019

N°1

Démocratie, une crise de confiance ?

Frédéric CLAISSÉ (IWEPS)
Rafaël RITONDO (IWEPS)
Thierry BORNAND (IWEPS)



COLOPHON

Auteurs : **Frédéric Claisse** (IWEPS)
Rafaël Ritondo (IWEPS)
Thierry Bornand (IWEPS)

Ces travaux ne reflètent pas la position de l'IWEPS et n'engagent que leurs auteurs.

Mise en page : **Aurélie Hendrickx** (IWEPS)
Evelyne Istace (IWEPS)

Création graphique : **Deligraph**
<http://deligraph.com>

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

IWEPS

Institut wallon de l'évaluation, de la
prospective et de la statistique

Route de Louvain-La-Neuve, 2
5001 BELGRADE - NAMUR

Tel : 081 46 84 11

Fax : 081 46 84 12

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be

1 Introduction

La démocratie est-elle menacée par une crise de confiance ? Montée des populismes, scandales politiques (affaires Nethys/Publifin et SamuSocial), discrédit jeté sur les partis et les médias traditionnels, autant d'indices qui attesteraient d'une désaffection croissante pour les institutions démocratiques, voire d'un divorce entre acteurs du monde politique et citoyens. Le débat sur ces questions se focalise fréquemment sur les manières de revitaliser la démocratie, notamment par la participation citoyenne. Cependant, la nature de cette insatisfaction envers la démocratie représentative est moins évidente qu'il n'y paraît. En 2018, le Baromètre Social de la Wallonie (BSW) prenait le pouls de l'opinion publique wallonne quant à son rapport à la démocratie. Les résultats font apparaître une distinction importante qui tend à nuancer la portée de la critique : si, d'un côté, les mondes politique et médiatique voient effectivement la confiance de l'opinion publique s'éroder, la confiance dans les institutions demeure, quant à elle, relativement stable et élevée.

Confiance et critique prennent, en réalité, une pluralité de formes. Et si une part importante de ces critiques et de leur évolution, au lieu de porter en elles les germes de la fin de la démocratie, était au contraire une condition de son amélioration ? La confiance accordée aux institutions par une large part des citoyens va-t-elle vraiment de pair avec le sentiment de peser sur la décision politique ? Les menaces pour la démocratie viennent-elles vraiment d'où l'on pense ?

2. Confiance et démocratie : une relation compliquée

Interrogés sur leur degré de confiance dans une série d'institutions, les répondants à la dernière édition du BSW réalisé par l'IWEPS donnent à voir un paysage contrasté. D'un côté, certaines institutions de service public, comme la santé et l'enseignement, ont un niveau de confiance élevé et stable dans le temps depuis les quinze dernières années. La justice et la police, institutions régaliennes par excellence, bénéficient quant à elles d'une augmentation de la confiance au cours de cette même période. Quant aux appareils politiques et administratifs proprement dits, comme l'État belge ou la Région Wallonne, ils ont un niveau de confiance, certes inférieur, mais toujours au-dessus des 50%, et stable dans le temps. En revanche, l'enquête met en évidence la faible confiance que les Wallonnes et les Wallons placent dans le monde politique et les médias qui, pour les partis politiques, a encore baissé en 2018 par rapport à 2013. En clair, les Wallonnes et les Wallons ont plutôt confiance en la démocratie et ses institutions, mais beaucoup moins dans les acteurs qui la font vivre.

Tableau 1 : Les chiffres de la confiance

« Pouvez-vous indiquer quel degré de confiance vous avez dans les institutions suivantes ? » (pourcentages : moyennement confiance/grande confiance/confiance totale) (source : BSW)						
Institutions/acteurs		2003	2007	2012	2013	2018
Services publics et services d'ordre	Enseignant.e.s	nd	nd	nd	nd	90 %
	Armée	nd	nd	nd	nd	89 %
	Santé (système)	82 %	nd	nd	nd	88 %
	Police	55 %	78 %	nd	76 %	86 %
	Enseignement (système)	74 %	84 %	87 %	86 %	80 %
	Justice	34 %	51 %	62 %	64 %	73 %
Appareils politiques et administratifs	Administration	nd	nd	nd	nd	74 %
	Etat belge	52 %	64 %	71 %	74 %	71 %
	Région wallonne	61 %	70 %	69 %	71 %	69 %
	Syndicats	48 %	nd	56 %	57 %	64 %
	Parlement de Wallonie	nd	nd	nd	nd	63 %
	Union européenne	50 %	66 %	60 %	59 %	57 %
Médias et acteurs politiques	Médias	45 %	53 %	45 %	45 %	45 %
	Politicien.ne.s	nd	nd	nd	nd	36 %
	Partis politiques	nd	nd	40 %	44 %	36 %

3. Les formes de la critique

La critique envers les institutions n'a pas nécessairement la même portée et peut prendre des formes plus ou moins radicales. En se basant sur les travaux du politologue Henrik S. Christensen, les chercheurs de l'IWEPs ont réalisé une catégorisation des individus selon leur attitude politique. Cette catégorisation distingue quatre types de personnes selon, d'une part, leur degré de soutien au système politique (incluant des dimensions comme la confiance envers les acteurs politiques et la satisfaction envers la démocratie) et, d'autre part, le niveau d'« empowerment », c'est-à-dire le degré auquel ces personnes se sentent elles-mêmes en capacité subjective d'agir sur le plan politique (incluant l'intérêt pour la politique et le sentiment de pouvoir influencer sur les décisions).

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques de chacun des groupes de cette typologie, la proportion de la population wallonne qui leur correspond respectivement, ainsi que de brefs éléments d'analyse en termes d'« opportunités » ou de « menaces » (approfondis dans la section suivante).

Figure 1 : Quatre types d'insatisfaction politique. (D'après : Henrik S. Christensen, p. 4)

		Capacité subjective d'action sur le plan politique	
		Elevée	Faible
Soutien politique	Elevé	<p>Les « satisfaits » (<i>satisfied</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Citoyens ayant un niveau de confiance élevé tant envers les institutions démocratiques qu'en leur capacité d'agir sur la décision ● Bien informés, curieux et intéressés par la politique <p><i>Opportunité/Menace :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Engagés dans la vie publique, sans chercher à s'impliquer constamment. 	<p>Les « désengagés » (<i>disempowered</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Citoyens ayant confiance dans le système politique, mais ne se sentant pas capables d'influer sur la décision publique ● Estiment que la politique est soit inintéressante, soit trop complexe <p><i>Opportunité/Menace :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Sans danger pour la démocratie, mais inquiétant, dans la mesure où de larges pans de la société estiment ne pas avoir d'influence sur la décision et se sentent en quelque sorte étrangères à la chose publique.
		<p>21,4 % de la population wallonne (source : BSW)</p>	<p>35,7 % de la population wallonne (source : BSW)</p>
	Faible	<p>Les « critiques » (<i>unsupportive</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Citoyens intéressés par la politique et se sentant capables d'influencer le processus de prise de décision, mais insatisfaits à l'égard de son fonctionnement ● Posture vigilante et critique <p><i>Opportunité/Menace :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribuent à améliorer le fonctionnement de la démocratie, en demandant des comptes aux élus et en s'assurant que le pouvoir est exercé dans le sens de l'intérêt général. 	<p>Les « désenchantés » (<i>disenchanted</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Citoyens qui ont non seulement peu confiance dans les institutions, mais également peu d'espoir de peser sur la décision ● Rejet émotionnel et indifférencié de tout ce qui s'identifie à la politique <p><i>Opportunité/Menace :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Δ Attitude pouvant constituer une menace pour la démocratie.
		<p>28,7 % de la population wallonne (source : BSW)</p>	<p>14,2 % de la population wallonne (source : BSW)</p>

4. Enjeux prospectifs

Sur la base de ces constats, on peut raisonnablement affirmer que l'avenir de la démocratie sera fonction de l'évolution et du poids relatifs de chacune de ces catégories au sein de la société. En effet, on peut supposer qu'un système démocratique ne peut subsister à long terme si : (1) la proportion des désenchantés devient trop importante ; (2) la proportion des satisfaits et des critiques diminue (puisqu'ils contribuent à la vitalité démocratique).

En d'autres termes, on peut poser les *enjeux prospectifs* comme un problème de « transferts » d'une catégorie à l'autre :

4.1. EVITER LE BASCULEMENT DES DÉSENGAGÉS VERS LES DÉSENCHANTÉS

De manière générale, un premier enjeu pour la démocratie est le maintien d'un haut niveau de soutien politique. Les deux groupes qui font le plus confiance au système (les « satisfaits » et les « désengagés ») représentent 57,1 % de la population wallonne. Chez les citoyens insatisfaits, le seul

groupe constituant une menace pour le fonctionnement à long terme de la démocratie est celui des « désenchantés ». En effet, cette attitude, qu'elle mène à une contestation radicale du système politique ou à la résignation, impliquerait une sortie du système démocratique si elle venait à s'amplifier. Des quatre groupes, celui des « désengagés » est cependant le plus ambivalent. D'un côté, il apporte le soutien diffus dont la démocratie a besoin pour son fonctionnement mais, de l'autre, il constitue un réservoir de désenchantement potentiel. Et s'il est le moins susceptible d'exprimer son mécontentement, il est aussi celui qui se mobiliserait le plus volontiers pour les partis populistes (Webb, 2013, cité par Christensen). Pour le moment, la Wallonie se distingue des régions et pays voisins par sa relative imperméabilité à ces évolutions. Il s'agit là d'une tendance de fond qui doit être soulignée. De même, malgré quelques percées, un mouvement comme celui des Gilets Jaunes, qui semble agréger critiques et désenchantés selon des modalités de contestation inédites, ne semble pas avoir réussi à s'implanter. Mais à partir de quel seuil le sentiment de ne pas pouvoir agir sur la décision peut-il se transformer en insatisfaction plus profonde ?

4.2. AUGMENTER LA CAPACITÉ SUBJECTIVE D'AGIR (EMPOWERMENT) DES DÉMUNIS

Parmi les mesures avancées pour combler le fossé entre décideurs et citoyens, les dispositifs participatifs figurent souvent en bonne place. Or, ceux-ci n'ont tendance à mobiliser que ceux qui ont déjà un intérêt pour la politique et se sentent habilités à donner un avis – autrement dit : le groupe des citoyens « critiques » dans notre tableau. Une abondante littérature sur la participation souligne les difficultés à recruter et impliquer les citoyens correspondant au profil des « désengagés », qui ne s'intéressent pas ou ne se sentent pas suffisamment outillés pour intervenir dans le débat public. C'est le cas, *a fortiori*, pour leur participation à des dispositifs dont l'impact sur la décision leur semble faible, et où ils seront amenés à prendre la parole en public (voir Jacquet 2017, au sujet de trois expériences délibératives aux niveaux national et local en Belgique entre 2011 et 2015). Il conviendra donc d'être particulièrement attentifs à intégrer ces publics spécifiques lors de la mise en œuvre de dispositifs de participation citoyenne et de démocratisation du processus de décision, notamment au niveau local (voir notamment le chapitre 21, consacré à la démocratie et à la citoyenneté, de la Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024, dont la tonalité est globalement très ouverte à la participation).

4.3. RESTER À L'ÉCOUTE DES GROUPES CRITIQUES

De leur côté, le groupe des « critiques » n'a pas attendu l'impulsion du gouvernement pour se mobiliser activement. Leur défiance à l'égard de l'autorité, associée à leur niveau élevé de compétences et de ressources (notamment en information) pour exprimer leur insatisfaction, en font des acteurs essentiels non seulement de la vie démocratique, mais du processus de décision, qu'ils peuvent contribuer à améliorer très sensiblement. Des mouvements comme *Youth for Climate* sont venus récemment rappeler aux gouvernants leurs propres engagements en matière de lutte contre le changement climatique, sur la base de constats scientifiques. Mais la même dynamique alimente des groupes à des échelles plus locales, comme ces citoyens bruxellois, insatisfaits des mesures de la qualité de l'air, qui vont jusqu'à contourner les dispositifs officiels de production de données pour construire leur propre réseau (voir le site <https://www.bruxselair.org/>). De tels exemples de sciences participatives ou citoyennes (*citizen science*) fournissent de précieux signaux des formes que pourraient prendre la démocratie de demain.

5. Conclusion

Un des mérites de la prospective est de nous rappeler que le futur n'est jamais écrit à l'avance. L'analyse des « tendances lourdes », « signaux faibles » ou « faits porteurs d'avenir » qu'elle propose ne sert pas à prédire de quoi demain sera fait. Ces catégories sont avant tout des outils pour éclairer autrement notre présent.

Pour cette première « Nouvelle des Possibles », la série de notes de veille prospective de l'IWEPS, nous avons tenté d'esquisser des enjeux prospectifs pour la démocratie, au départ de quelques constats quant à l'insatisfaction des Wallonnes et des Wallons envers leur système politique. La portée de cet exercice de veille est naturellement limitée : il n'a d'autre ambition que d'ouvrir le débat et de stimuler la réflexion. Le prochain numéro des Cahiers de Prospective de l'IWEPS, consacré aux futurs de la démocratie, sera l'occasion d'approfondir quelques-unes des questions que nous n'avons pu qu'esquisser ici.

6. Bibliographie

Christensen, H. S. (2016), « All the same? Examining the link between three kinds of political dissatisfaction and protest », *Comparative European Politics*, 14 (6), pp. 781-801.

Jacquet, V. (2017), « Explaining non-participation in deliberative mini-publics », *European Journal of Political Research*, 56 (3), pp. 640-659.

Webb, P. (2013), « Who is willing to participate? Dissatisfied democrats, stealth democrats and populists in the United Kingdom », *European Journal of Political Research*, 52 (6), pp. 747-772.



L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut Interfédéral de Statistique (IIS) et de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN). Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens, des informations diverses qui vont des indicateurs statistiques aux études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

Plus d'infos : <https://www.iweps.be>



2019